

**CONV 766/03**

**NEW VERSION**

**CONTRIB 343**

**BEGELEIDENDE NOTA**

---

van: het secretariaat

aan: de Conventie

---

Betreft: Bijdrage van de vertegenwoordigers van de staatshoofden en regeringsleiders van  
verscheidene staten: "Een grondwet van de Unie voor allen - een succes voor de  
Conventie"

---

De secretaris-generaal van de Conventie heeft van de heren Dastis, Roche, Christophersen,  
mevrouw Hübner, de heren Farnleiter, Martikonis, Attalides, mevrouw Hjelm-Wallén en de  
heren Hain, Korcok, leden van de Conventie, de bijdrage ontvangen die in bijlage dezes staat.

\_\_\_\_\_

## **UNE CONSTITUTION DE L'UNION POUR TOUS**

### **Un succès pour la Convention**

Les membres de la Convention qui souscrivent cette contribution, tous de représentants de Chefs d'Etat et de Gouvernement de plusieurs Etats membres de l'Union, actuels ou futurs, considèrent que l'heure est venue pour que la Convention fasse un choix décisif.

Soit elle essaye pendant les prochaines semaines de surmonter les divergences encore existantes dans son sein et arriver ainsi à un projet fondamentalement consensuel, dont la Conférence intergouvernementale devra tenir compte pour couronner avec succès la plus transcendante réforme de l'Union jamais entreprise.

Soit la Convention estime qu'il est de son devoir de faire des propositions malgré même le fait qu'elles trouvent une assez importante opposition et elle ouvre ainsi la porte, tel que prévu à Laeken, à la présentation des options sur certains domaines. Dans ce cas, l'influence de ces propositions sur la Conférence intergouvernementale serait clairement limitée.

Nous sommes conscients du fait que la bonne réponse, face à ce dilemme, ne sera ni absolument blanche ni totalement noire, mais il nous paraît évident que le succès de la Convention, et lors de la Conférence, ne saurait être assuré que si le nombre d'options présentées à ladite Conférence est réduit au strict minimum.

À notre avis, les conditions que nous venons d'exposer comme nécessaires pour assurer le bon résultat des efforts que nous avons conjointement entrepris il y a quinze mois ne seront pas remplies si nous décidons de renégocier le « paquet institutionnel » accordé à Nice et réaffirmé le 16 avril dernier à Athènes. Cet accord concerne la distribution des sièges au Parlement Européen, ainsi qu'au Comité économique et sociale et au Comité des régions, la composition de la Commission et le système de vote au Conseil.

L'accord institutionnel de Nice n'est pas parfait et nous le savons, mais il représente le point d'équilibre entre les différents intérêts en jeu et, malgré les critiques faciles de quelques uns, nous considérons qu'il peut bien servir l'Union.

Nous lançons donc un appel pressant à la Convention et notamment à son Presidium pour que les consensus déjà acquis en son sein ne soient pas mis en péril, pour que nous continuions avec ambition la construction d'une Union européenne dans laquelle nous puissions tous nous retrouver. C'est notre devoir envers nos concitoyens.

Alfonso DASTIS (Espagne)

Dick ROCHE (Irlande)

Henning CHRISTOPHERSEN (Danemark)

Danuta HUBNER (Pologne)

Hannes FARNLEITNER (Autriche)

Rytis MARTIKONIS (Lituanie)

Michalis ATTALIDES (Chypre)

Lena HJELM-WALLÉN (Suède)

Peter HAIN (Royaume Uni)

Ivan Korcok (Slovaquie)

---